No RG 20/00727 No Portalis **DB21-W-B7E-CI3P** POLE CIVIL 1
N° Minute : 20/114

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VILLEFRANCHE SUR SAONE

JUGEMENT DU 11 DECEMBRE 2020

EXTRAIT des minutes et registres du Greffe du Tribunal Judiciaire
de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône département
du Rhône

RÉPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

DEMANDEUR:

S.A.S. PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON, dont le siège social est sis 2 rue
André Bonin - 69004 LYON, représentée par Me Guillaume VANNESPENNE, avocat au
barreau de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, avocat postulant, Me Alexia ESKINAZI,
avocat au barreau de PARIS, avocat plaidant - 238

DÉFENDEUR :

Madame Michelle DURIX épouse DEVEYE, née le 13 Janvier 1947 à SAINT IGNY DE
VERS (69790), demeurant 408 ROUTE DU PLAT - 69790 FRANCE, représentée par Me
Emilie BRUN, avocat au barreau de LYON, avocat plaidant,

Monsieur Maurice DEVEYE, né le 26 Septembre 1939 à MOURS SAINT EUSEBE,
demeurant 408 ROUTE DU PLAT - 69790 FRANCE, représenté par Me Emilie BRUN,
avocat au barreau de LYON, avocat plaidant,

Madame Véronique DEVEYE épouse RUET, née le 13 Septembre 1967 à LYON,
demeurant LES GRANDS PRES - 69790 FRANCE, représentée par Me Emilie
BRUN, avocat au barreau de LYON, avocat plaidant,

Monsieur Jean LOUIS RUET, né le 06 Février 1962 à BEAUJEU, demeurant les grands prés -
69790 FRANCE, représenté par Me Emilie BRUN, avocat au barreau de LYON, avocat plaidant

COMPOSITION DU TRIBUNAL :

Lors des débats et du délibéré **Aurore JULLIEN-VERNOTTE**, Président **Cécile WOESSNER**,
Vice-Président **Mathias MURBACH**, Juge

GREFFIER:

Lors des débats et du prononcé : **Emmanuelle GRIMALDI**,

DÉBATS :

A l'audience publique du 01 Octobre 2020.

PRONONCÉ :

Renvoyé, pour plus ample délibéré, à la date du **11 Décembre 2020**, indiquée par le Président.

JUGEMENT:

Rédigé par Cécile WOESSNER, Vice-Président du tribunal judiciaire de **Villefranche sur-Saône** et prononcé le **onze Décembre deux mil vingt** par mise à disposition au Greffe par **Aurora JULLIEN-VERNOTTE**, Président du tribunal judiciaire de **Villefranche sur-Saône**, qui l'a signé avec **Emmanuelle GRIMALDI**, présente lors du prononcé.

wyno
r
464
.....

Dans le cadre d'un projet de construction et d'exploitation de trois éoliennes, la SAS PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON a conclu des baux emphytéotiques avec les propriétaires de diverses parcelles sises à Saint-Igny-de-Verset Saint-Bonnet-des-Bruyeres, desservies par des chemins ruraux appartenant aux communes de Saint-Igny-de-Verset Saint-Bonnet-des-Bruyeres, avec lesquelles elle a conclu des promesses de servitudes conventionnelles et des conventions d'autorisation d'utilisation de la voirie.

SUWV.133.34<
L
229
..W

La construction et l'exploitation du parc nécessitant l'acheminement d'éléments volumineux pour lequel aucun chemin d'accès n'est suffisamment large, la SAS PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON a également conclu des servitudes de passage conventionnelles avec différents propriétaires de parcelles attenantes au chemin communal n°521. Les consorts DEVEYE et RUET ont toutefois refusé de consentir de telles servitudes sur les terrains leur appartenant.

WV
8
S/Vvarais
2
222

Autorisée par ordonnance du Président du tribunal en date du 6 août 2020, la SAS PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON a fait assigner, par exploits en date du 24 août 2020, Madame Michelle DURIX épouse DEVEYE, Monsieur Maurice DEVEYE, Madame Véronique DEVEYE épouse RUET et Monsieur Jean-Louis RUET devant le Tribunal Judiciaire de Villefranche-sur-Saône suivant la procédure à jour fixe,

aux fins de voir reconnaître à son profit une servitude de passage pour une durée de 26 ans sur les parcelles appartenant aux défendeurs, fixer l'assiette de cette servitude ainsi que l'indemnité annuelle due.

R
M. ANDRAMASY

L'affaire a été appelée et retenue à l'audience du 1er octobre 2020.

A
RA
N
A71717 22.2
2
.

Par conclusions n°1 notifiées le 1er octobre 2020, la SAS PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON demande au tribunal de : vu les articles 682, 683, 690, 691, 697 et 701 du Code civil, - déclarer ses demandes recevables, - dire que les parcelles AD 342 et AD 344 sur la commune de St Igny-de-Vers, appartenant à Madame Michelle DEVEYE, Monsieur Maurice DEVEYE, Madame Véronique RUET née

YE et Monsieur Jean-Louis RUET, sont grevées d'une servitude légale de passage au profit des parcelles AK 43, AK 46 et AK 47 sises à St Bonnet-des-Bruyères, en raison de l'état d'enclave de ces parcelles, ce pour une durée de 26 années ; - fixer l'assiette de cette servitude légale de passage sur une surface de :

- 180 m2 pour la parcelle AD 342, le long du chemin communal n°521, conformément aux plans de situation établis en pièce n°16;
- 5 m2 pour la parcelle AD 344, le long du chemin communal n°521, conformément aux plans de situation établis en pièce n°16; - fixer le montant de l'indemnité due par elle aux propriétaires à hauteur de :
- la somme de 180 euros par an pour la parcelle AD 342;
- la somme de 5 euros par an pour la parcelle AD 344; - dire que les parcelles AD 326, AD 328 et AD 330 sur la commune de St Igny-de-Vers et les parcelles AK 253, AK 282 sur la commune de St Bonnet-des-Bruyères, appartenant à Madame Véronique RUET née DEVEYE et Monsieur Jean-Louis RUET, sont grevées d'une servitude légale de passage au profit des parcelles AK 43, AK 46 et AK 47 sises à Saint- Bonnet-des Bruyères, en raison de l'état d'enclave de ces parcelles, ce pour une durée de 26 années, - fixer l'assiette de cette servitude légale de passage sur une surface de :

m
emckivlj
www3 ACCVSAK

MAISHWIN
WIMR14112
418%

.....
.....
SWIVS

- 1 m2 pour la parcelle AD 326, le long du chemin communal n°521, conformément aux plans de situation établis en pièce n°17;
- 1 m2 pour la parcelle AD 328, le long du chemin communal n° 521, conformément aux plans de situation établis en pièce n°17 ;

- 2 m2 pour la parcelle AD 330, le long du chemin communal n°521, conformément aux plans de situation établis en pièce n°17 ;
- 60 m2 pour la parcelle AK 253, le long du chemin communal n°521, conformément aux plans de situation établis en pièce n°17 ;
-30 m2 pour la parcelle AK 282, le long du chemin communal n°521, conformément aux plans de situation établis en pièce n°16 ; - fixer le montant de l'indemnité due par elle aux propriétaires à hauteur de :

- la somme de 1 euros par an pour la parcelle AD 326;
- la somme de 1 euros par an pour la parcelle AD 328;
- la somme de 2 euros par an pour la parcelle AD 330;
- la somme de 60 euros par an pour la parcelle AK 253;
- la somme de 30 euros par an pour la parcelle AK 282 ; en tout état de cause, - condamner Madame Michelle DEVEYE, Monsieur Maurice DEVEYE, Madame Véronique RUET née DEVEYE et Monsieur Jean-Louis RUET à lui payer la somme de 15 000 euros au titre l'article 700 du Code de Procédure Civile. - ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir.

CYPRIANW
A.N.T.T
V
...
abril:
G
00
TATX:&
AC...

Elle invoque l'état d'enclave des parcelles prises à bail au regard de l'utilisation et de la destination du fonds, exposant que la voie capable d'assurer la livraison des éléments composant les éoliennes et le poste de livraison doit présenter certaines caractéristiques de pente, de largeur, de hauteur de dégagement et de courbure, que ne remplit aucun des accès existants. Elle invoque dès lors une servitude légale de passage sur les fonds voisins, et estime que, comme l'a constaté l'expert Nicolas FERNANDEZ dans un rapport d'expertise amiable établi le 20 juin 2020, la voie la moins dommageable au regard de l'article 683 du Code civil est le chemin n°521, qui constitue l'accès le plus court aux parcelles depuis le réseau routier, le seul ne présentant pas de pente supérieure à 10% et celui nécessitant le moins de travaux.

WWWXWX
N
!!
28:32:26.

A l'appui de sa demande de fixation de l'indemnité due aux propriétaires des fonds servants à la somme de 1€ par mètre carré, elle fait valoir que le dommage en résultant est réduit puisque le passage induit par la réalisation du projet sera très limité.

XXXXX
XX
X

En réponse à l'exception d'incompétence soulevée par les défendeurs, elle oppose que celle-ci est irrecevable dès lors que n'est pas indiquée la juridiction devant laquelle l'affaire devrait être portée, et qu'elle n'est pas fondée puisque c'est bien une demande de désenclavement par la reconnaissance d'une servitude de passage temporaire qui est formée devant le Tribunal Judiciaire, et non une demande d'élargissement définitive du terrain communal. Elle considère dans le même sens que les dispositions du code rural et du code de la voirie routière ne sont pas applicables au présent litige.

XXXXXX
22.25/01122XAR06XSA

Par conclusions notifiées le 30 septembre 2020, les consorts DEVEYE/RUET demandent au tribunal de : vu les articles 32-1 du Code de procédure civile et 1240 du Code civil,

vu les articles 682 et suivants du Code civil, vu les articles L 161-1 et suivants du code rural, vu les articles D 161-1 et suivants du code rural, vu l'article L 141-6 du code de la voirie routière, - dire que le Tribunal Judiciaire n'est pas compétent pour décider d'un élargissement de chemin rural, sur le fond, - débouter la SAS PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON de l'ensemble de ses demandes, à titre reconventionnel, - condamner la SAS PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON à leur verser à chacun la somme de 1 000 € à titre de dommages et intérêts pour procédure abusive, - condamner la SAS PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON à leur verser la somme de 4 500 € sur le fondement de l'article 700 du Code de procédure civile.

Au soutien de l'exception d'incompétence qu'ils soulèvent, ils font valoir que la demande de la SAS PARC EOLIEN DE CHAMP BAYON consiste à solliciter un chemin rural n°521 dont les dimensions ne permettent pas le passage des éléments composant les éoliennes, et non à obtenir la création d'un passage ou l'élargissement d'une servitude de passage préexistante. Ils soutiennent que le chemin rural appartenant au domaine privé des communes de Saint-Bonnet-des-Bruyères et de Saint-Igny-de-Vers, la décision de son élargissement relève de la compétence de la commune en application des dispositions du code rural et du code de la voirie routière, sous le contrôle du juge administratif, et qu'à défaut d'accord amiable l'indemnité des propriétaires des parcelles concernées est fixée et payée comme en matière d'expropriation. Ils estiment ainsi que la demande ne relève pas de la compétence des tribunaux judiciaires.

Sur le fond, ils contestent l'état d'enclave du fonds de la demanderesse dans la mesure où il est desservi par une voie ouverte à la circulation publique, et où ce n'est pas l'accès à la voie publique qui est insuffisant mais la voie publique

elle-même.

Ils soulignent que l'utilisation de la procédure de servitude de passage pour obtenir l'élargissement d'un chemin rural se heurte aux dispositions des articles D 161-8 et D 161-14 du code rural relatifs aux dimensions et modifications des chemins ruraux.

A l'appui de leur demande reconventionnelle, ils reprochent à la demanderesse d'avoir

d'avoir organisé une expertise amiable à laquelle ils n'ont pas été utilement conviés et d'avoir initié une action en justice selon une procédure d'urgence dès réception du rapport d'expertise sans aucune discussion préalable, alors que le projet de construction du parc éolien est en cours depuis plusieurs années. Ils estiment que cette précipitation est le fruit soit d'une négligence fautive de la demanderesse qui s'est préoccupé trop tardivement de la desserte de son fonds, soit d'une action délibérée destinée à faire pression sur les riverains opposés à son projet. Ils invoquent les profondes angoisses générées par la présente action, au regard notamment des sommes importantes réclamées au titre des frais irrépétibles et de l'ampleur des documents dont il leur a été demandé de prendre connaissance dans l'urgence.

L'affaire a été mise en délibéré au 11 décembre 2020.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur l'exception d'incompétence

En application de l'article L 211-3 du Code de l'organisation judiciaire, le Tribunal Judiciaire connaît de toutes les affaires civiles et commerciales pour lesquelles compétence n'est pas attribuée, en raison de la nature de la demande, à une autre juridiction.

En l'espèce les demandes de la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON tendent à voir reconnaître l'état d'enclave de parcelles et à obtenir une servitude de passage sur les parcelles avoisinantes. Il s'agit d'une affaire civile relevant de la compétence du Tribunal Judiciaire.

La question de savoir si ces demandes auraient pour conséquence un élargissement illégal d'un chemin rural est une question de fond qui est sans incidence sur leur recevabilité.

Les demandes de la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON doivent donc être déclarées recevables.

Sur les demandes principales

L'état d'enclave des fonds de la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON

En application de l'article 682 du Code civil, le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a sur la voie publique aucune issue ou qu'une issue insuffisante, soit pour l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale de sa propriété, soit pour la réalisation d'opérations de construction ou de lotissement, est fondé à réclamer sur les fonds de ses voisins un passage suffisant pour assurer la desserte complète de ses fonds, à charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

Constitue une voie publique tout passage accessible au public, quelle que soit sa nature de terrain, route ou chemin.

L'état d'enclave est toutefois caractérisé, malgré l'existence d'une issue sur la voie publique, lorsque cette dernière n'offre pas un accès suffisant pour l'exploitation normale du fonds.

Les juges du fond disposent d'un pouvoir souverain pour apprécier d'après l'état des lieux et les circonstances de la cause, si un fonds est ou non enclavé,

En l'espèce le droit d'agir en désenclavement de la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON, titulaire d'un droit réel sur les biens immobiliers dont elle est emphytéote en application de l'article L 451-1 du code rural, n'est pas contesté.

Il ressort du rapport d'expertise amiable établi par Monsieur FERNANDEZ que les fonds pris à bail par la demanderesse sont desservis par 4 chemins d'accès, dont le chemin rural n°521, présumé être affecté à l'usage du public en application de l'article L. 161-2 du Code rural. Il ressort de ce même rapport, dont les conclusions ne sont sur ce point pas contestées, qu'aucun de ces chemins d'accès ne présente les caractéristiques de pente, de largeur et de hauteur exemptes d'obstacle, de courbure et de largeur utile suffisantes pour permettre le passage des éléments nécessaires à la construction d'éoliennes (pales de 58,50 mètres) et donc pour permettre une exploitation normale des fonds pris à bail par la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON pour y construire et

exploiter un parc éolien,

L'état d'enclave des parcelles AK 43, AK 46 et AK 47 est donc caractérisé.

Le passage sur les fonds des Consorts DEVEYE et RUET

À
LD
LU

Selon l'article 683 du Code civil, le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique. Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

MOI

L'expert amiable Monsieur FERNANDEZ a examiné les différents accès possibles aux fonds enclavés et a identifié le chemin rural n°521 comme le plus court et le moins dommageable compte-tenu des adaptations à réaliser pour acheminer les éléments nécessaires à la construction des éoliennes depuis la route départementale RD43 à partir du hameau Le Plat.

Le plan réalisé en page 10 du rapport établit en effet qu'il s'agit du chemin le plus court et le plus direct pour relier la route départementale. C'est également le seul accès ne présentant aucune pente supérieure à 10% et dont l'état carrossable et la largeur actuelle ne nécessiteront que des aménagements limités par comparaison aux autres accès envisageables. Ainsi l'aménagement de ce chemin et de ses abords pour permettre un passage des éléments de construction des éoliennes nécessitera un volume de terrassement de 800 m³ sur une surface de 1 000 m², avec élagage et abattage d'arbres, contre un volume de terrassement de 4172 m³ sur une surface de 5 216 m² outre d'importants défrichements sur le chemin "piste de champ Bayon", un volume de terrassement de 2 200 m³ sur une surface de 2 749 m² outre d'importants défrichements sur le chemin au départ de la Croix de Villemartin, et un volume de terrassement de 3 700 m³ sur une surface de 1 332 m² sur le chemin au départ des Hayes passant par le Crot à Loup. Les défendeurs, qui ont pu discuter de ce rapport dans le cadre de la présente instance, ne remettent pas en cause ces conclusions. .

De plus une convention d'utilisation du chemin rural a été conclue par la demanderesse avec les communes de Saint-Igny-de-Vers et Saint-Bonnet-des-Bruyeres, ainsi que des conventions de servitudes de passage avec plusieurs propriétaires des fonds longeant ce chemin et avec les propriétaires des fonds situés au point d'accès du chemin rural n°521 avec la RD43.

L'aménagement de cet accès consiste en un élargissement de la chaussée par une bande de 30 m2 sur la parcelle AK 282 en nature de pré, par une bande de 5 m2 sur la parcelle AD 334 en nature de pré, par une bande de 170 m2 avec coupe d'arbres sur la parcelle AD 342, par des bandes respectives de 1 m2, 1 m2 et 2 m2 sans coupe d'arbre sur les parcelles AD 326, AD 328 et AD 330, et par une bande de 60 m2 avec coupe d'arbres sur la parcelle AK 253. Ces aménagements ne touchent que les limites des parcelles et constituent un dommage limité pour consorts DEVEYE et RUET qui en sont propriétaires.

Enfin la création de ces servitudes de passage ne constitue pas un élargissement rural se faisant par la mise en oeuvre par l'autorité publique d'une procédure d'expropriation impliquant

un transfert de propriété au profit de la collectivité publique réalisant cette opération, mais l'instauration d'une servitude de passage constituant un droit réel au seul bénéfice du fonds dominant, limité dans le temps et n'entraînant aucun transfert de propriété.

Il convient donc d'instaurer une servitude de passage sur les parcelles susvisées, selon les modalités prévues au dispositif de la présente décision.

L'indemnisation des propriétaires des fonds grevés

Selon l'article 682 du Code civil, le débiteur de la servitude a droit à une indemnité proportionnée au dommage que le passage peut occasionner.

En l'espèce, les consorts DEVEYE et RUET ne contestent pas le montant de

l'indemnité proposée par la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON pour chacune des parcelles concernées à hauteur de 1 € par m2 et par an. Ce montant est justifié par le caractère peu dommageable du passage accordé en limite de propriété sur des surfaces éloignées des zones construites. Il doit également être mis en rapport avec les indemnités conventionnellement fixées avec les propriétaires des autres parcelles jouxtant le chemin rural à 1 € par m2 et par an dans un cas, et à 2,2 € par m2 et par an dans l'autre.

YOXYKIRHMADRXCWWAH...

La SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON sera donc condamnée à indemniser les propriétaires défendeurs sur une base de 1 € par m2 et par an, selon les modalités prévues au dispositif.

akals...

Sur les demandes reconventionnelles

La SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON succédant en sa demande, il convient de débouter les consorts DEVEYE et RUET de leurs demandes de dommages et intérêts pour procédure abusive.

...99BAXUMUMAN-493.264.202

Sur les demandes accessoires

Les consorts DEVEYE et RUET, succombant, supporteront les dépens de l'instance.

993. A
A

En équité et au regard de la nature du litige, il convient de dire n'y avoir lieu à faire application de l'article 700 du Code de procédure civile.

S TA

Il convient de rappeler que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit en application de l'article 514 du Code de procédure civile.

X
AR

PAR CES MOTIFS

ALASW2079

Le tribunal, statuant publiquement, par jugement contradictoire et en premier ressort,

**Déclare recevables les demandes de la SAS PARC
EOLIEN CHAMP BAYON,**

te rec
n.12222

Dit que les parcelles AK 43, AK 46 et AK 47 sises à St Bonnet-des-Bruyères sont enclavées,

XXX ...
i
L
InL...
- Win
i
x

uinune

W319990cc WXXXcc c1999 233000059 192
02.02

1.69.
SASA.

Instaure au bénéfice de ces parcelles, **et ce** pour **une** durée de 26 années :

- une servitude de passage sur la parcelle AD 342 située sur la commune de St Igny-de-Vers et appartenant à Madame Michelle DEVEYE, Monsieur Maurice DEVEYE, Madame Véronique RUET née DEVEYE **et** Monsieur Jean-Louis RUET, dont l'assiette est une bande d'une superficie de 170 m² jouxtant le chemin rural n°521, telle que figurée sur le plan produit en pièce n°16 par la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON,
- une servitude de passage sur la parcelle AD 344 située sur la commune de St Igny-de-Vers et appartenant à Madame Michelle DEVEYE, Monsieur Maurice DEVEYE, Madame Véronique RUET née DEVEYE **et** Monsieur Jean-Louis RUET, dont l'assiette **est** une bande d'une superficie de 5 m² jouxtant le chemin rural n°521, telle que figurée sur le plan produit en pièce n°16 par la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON,
- une servitude de passage sur la parcelle AK 282 située sur la commune de St Bonnet-des-Bruyères et appartenant à Madame Véronique RUET née DEVEYE **et** Monsieur Jean-Louis RUET, dont l'assiette est une bande d'une superficie de 30 m² jouxtant le chemin rural n°521, telle que figurée sur le plan produit en pièce n°16 par la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON, . .
- une servitude de passage sur la parcelle AK 253 située sur la commune de \$1 Bonnet-des-Bruyères et appartenant à Madame Véronique RUET née DEVEYE **et** Monsieur Jean-Louis RUET, dont l'assiette est une bande d'une superficie de 60 m² jouxtant le chemin rural n°521, telle que figurée sur le plan produit en pièce n°17 par la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON,
- une servitude de passage sur la parcelle AD 326 située sur la commune de St Igny de-Vers et appartenant à Madame Véronique RUET née DEVEYE **et**

Monsieur Jean-Louis RUET, dont l'assiette est une bande d'une superficie de 1 m2 jouxtant le chemin rural n°521, telle que figurée sur le plan produit en pièce n°17 par la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON,

- une servitude de passage sur la parcelle AD 328 située sur la commune de St Igny de-Vers et appartenant à Madame Véronique RUET née DEVEYE et Monsieur Jean-Louis RUET, dont l'assiette est une bande d'une superficie de 1 m2 jouxtant le chemin rural n°521, telle que figurée sur le plan produit en pièce n°17 par la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON,

- une servitude de passage sur la parcelle AD 330 située sur la commune de St Igny de-Vers et appartenant à Madame Véronique RUET née DEVEYE et Monsieur Jean-Louis RUET, dont l'assiette est une bande d'une superficie de 2 m2 jouxtant le chemin rural n°521, telle que figurée sur le plan produit en pièce n°17 par la SAS PARCEOLIEN CHAMP BAYON,

7777wooo
v
e
4w1
S
d
4
-4
4
-

Condamne la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON à payer à Madame Michelle DEVEYE, Monsieur Maurice DEVEYE, Madame Véronique RUET née DEVEYE et Monsieur Jean-Louis RUET les sommes de:

- 170 € par an en indemnisation de la servitude de passage sur la parcelle AD 342 située sur la commune de St Igny-de-Vers,

- 5€ par an en indemnisation de la servitude de passage sur la parcelle AD 344 située sur la commune de St Igny-de-Vers,

Condamne la SAS PARC EOLIEN CHAMP BAYON à payer à Madame Véronique RUET née DEVEYE et Monsieur Jean-Louis RUET les sommes de :

- 30 € par an en indemnisation de la servitude de passage sur la parcelle AK 282 située sur la commune de St Bonnet-des-Bruyères,

- 60 € par an en indemnisation de la servitude de passage sur la parcelle AK 253 située sur la commune de St Bonnet-des-Bruyères,

- 1 € par an en indemnisation de la servitude de passage sur la parcelle AD 326 située sur la commune de St Igny-de-Vers,

- 1 € par an en indemnisation de la servitude de passage sur la parcelle AD 328 située sur la commune de St Igny-de-Vers,

-2 € par an en indemnisation de la servitude de passage sur la parcelle AD 330 située sur la commune de St Igny-de-Vers,

Rejette les autres demandes,

Rappelle que l'exécution provisoire est de droit,

Condamne Madame Michelle DEVEYE, Monsieur Maurice DEVEYE, Madame Véronique RUET née DEVEYE et Monsieur Jean-Louis RUET aux dépens,

EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE DÉCISION A ÉTÉ SIGNÉE
PAR LE PRÉSIDENT ET LE GREFFIER PRÉSENTS LORS DU
PRONONCÉ.

LE GREFFIER
LE PRÉSIDENT

Weimala

EN CONSÉQUENCE LA RÉBURHADE BANGINEE marde, et BFHORAS; A
tous les huissiers de justice de requis de mettre les
présentes à execution. Aux Procureurs Généroux et aux Procureurs de la République
près les Tribunaux Judiciaires d'y tenir la main. A tous Commandants et Officiers de la Force
Publique de
prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi les présentes ont été
signées par le Greffier

LE GREFFIER

DAN